

Livres et revues

Isabelle Vonèche Cardia, *L'Octobre hongrois : entre croix rouge et drapeau rouge. L'action du Comité international de la Croix-Rouge en 1956*, Bruxelles, Éditions Bruylant, 1996, XVI + 183 pp.

Bien retracée jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'histoire du CICR à partir de cette époque est en revanche demeurée plus lacunaire et fragmentée ; c'est dire que toute la période de la guerre froide, qui a posé à la fois des obstacles considérables et parfois insurmontables à l'action du CICR, mais qui lui a aussi offert le cadre d'une expansion sans précédent de ses activités, est restée encore trop peu étudiée. Par sa présentation de l'opération lancée lors des événements dramatiques qui ont secoué la Hongrie en 1956, l'ouvrage d'Isabelle Vonèche Cardia apporte une contribution importante à l'histoire du CICR à l'ère de la guerre froide. Cette action, l'une des très rares occasions où le Comité ait été autorisé à intervenir directement dans le bloc de l'Est, met en évidence les problèmes que posaient l'incompatibilité du mandat de la Croix-Rouge avec l'idéologie communiste, le fait de s'engager dans un environnement fortement marqué par la propagande, ou encore, les difficiles relations avec une Union soviétique extrêmement méfiante à l'égard de tout ce qui venait de l'Occident. Le caractère exceptionnel de cette opération tient également à l'ampleur des secours qui y furent délivrés à une époque où, de l'après-guerre à la fin des années soixante, le CICR éprouvait généralement beaucoup de difficultés à réunir des fonds. L'empressement dont firent alors preuve les donateurs montre bien les enjeux de cette action humanitaire, seule manière pour l'Occident de soutenir les insurgés hongrois.

Grâce à un remarquable travail historique basé sur les sources et les documents d'archives, *L'Octobre hongrois : entre croix rouge et drapeau rouge* permet de redonner corps à cette opération et de nous faire revivre, d'une manière très détaillée, les problèmes tels qu'ils furent perçus par les délégués et les membres du Comité, les choix qui se sont posés, les démarches qui furent entreprises. Cette action est d'abord replacée dans le cadre contraignant qu'imposaient au CICR, d'une part, ses relations

tendues avec l'Union soviétique et, d'autre part, les rapports que cette grande puissance entretenait avec la Hongrie. L'opération est ensuite relatée suivant un plan distinguant trois périodes, découpées selon la forme qu'a prise la présence de l'institution en Hongrie et ses différents types d'activités. Cette présentation met en évidence une contradiction fondamentale: alors que le Kremlin avait adopté une attitude de rejet et de défiance totale à l'endroit du CICR, il a néanmoins accepté ses secours et, par conséquent, sa présence en Hongrie. Cette approbation est cependant restée étroitement limitée, l'institution n'étant pas autorisée à exercer ses activités traditionnelles de protection.

Réagissant très rapidement à l'appel que lui lança la Croix-Rouge hongroise, dès les premiers jours de troubles à Budapest, et profitant de l'afflux immédiat des secours à Vienne, le CICR fut tôt en mesure d'achever et de distribuer en Hongrie une assistance considérable. Les frontières lui furent fermées après la seconde intervention soviétique, mais il reçut l'autorisation de poursuivre son action, une fois la situation rétablie. Difficiles dès le début, en raison de la confusion qui régnait au niveau des organes dirigeants du parti, les démarches du CICR en matière de protection se heurtèrent à un mur dès lors qu'elles s'adressèrent aux autorités nouvellement en place. Pourtant, elles avaient obtenu un certain succès auprès des insurgés: ceux-ci avaient autorisé les délégués à visiter leurs détenus civils et avaient réservé un bon accueil à leurs initiatives. Cette disparité rend probablement compte des attentes fondamentalement opposées des acteurs en présence vis-à-vis du CICR, les insurgés ayant précisément besoin de la légitimité et du soutien international que pouvait leur apporter l'assistance occidentale.

L'ordre rétabli par les chars soviétiques (tandis que restait précaire la situation économique et sociale du pays), l'action du CICR s'organisa de manière à répondre aux besoins de la population civile. Se montrant très ferme sur ses principes, l'institution obtint que soit garanti le caractère strictement humanitaire de son opération. En ce qui concerne le déroulement de cette dernière, et bien que l'auteur conclue que «les autorités hongroises n'ont pas entravé l'action du CICR» (p. 54), la lecture de son analyse donne davantage l'impression d'assister à une progressive, mais irrésistible prise de contrôle des activités de l'institution par les autorités. Une fois la Croix-Rouge hongroise reprise en main et affiliée au pouvoir (dès mai 1957), une fois la délégation du CICR à Budapest réduite (dès juin 1957) et ses moyens d'action restreints (l'acheminement par route lui fut fermé en mars 1957; les visas devenaient plus difficiles à obtenir, etc.), le CICR se vit strictement confiné à un rôle d'organisation pourvoyeuse de

secours, dont les Hongrois cherchaient d'ailleurs à tirer un profit maximum.

Pas plus que lors de la première phase, le CICR ne fut en mesure, entre novembre 1956 et octobre 1957, d'exercer ses tâches de protection, que cela soit en faveur des détenus politiques, des déportés, des anciens membres de la Croix-Rouge hongroise et du personnel sanitaire (accusés d'avoir aidé les contre-révolutionnaires), ou encore sur la question extrêmement politisée du regroupement des personnes dispersées. Ne recevant aucune information sur ces points de la part des autorités, il renonça à adopter une stratégie globale en la matière et opta pour une approche pragmatique où le règlement des cas n'était envisagé que sur une base individuelle. *L'Octobre hongrois* présente l'intérêt de ne rien nous cacher des critiques émises par certains délégués à l'encontre de ce parti pris de prudence. Le CICR s'en est justifié par son souci à long terme de gagner la confiance des autorités soviétiques, de manière à pouvoir continuer d'intervenir dans le bloc de l'Est et à être autorisé à exercer son mandat dans une troisième guerre mondiale, jugée alors hautement probable. Or cette stratégie semblait, face à des choix qui se posaient en des termes analogues, rééditer les manquements de la Seconde Guerre mondiale et risquait, le Comité en était conscient, de lui faire encourir les mêmes reproches. Ce débat, qui n'a pas été développé dans cet ouvrage, signale combien une attitude similaire adoptée dans deux situations distinctes peut être jugée différemment par la communauté internationale.

La dernière période étudiée débute en juin 1957 et montre surtout la constance dont ont fait preuve les acteurs impliqués : alors que le CICR prolongeait ses activités d'assistance dans l'espoir de pouvoir maintenir à tout prix une présence en Hongrie, aucun progrès n'était enregistré sur le plan de la protection, hormis quelques concessions purement anecdotiques. L'auteur explique bien les raisons qui ont poussé le CICR à persévérer envers et contre tout et à rester en Hongrie. Elle suggère que cette volonté de gagner la confiance de l'URSS a pu porter ses fruits lors de la crise de Cuba, la grande puissance ayant alors accepté ses services en tant qu'intermédiaire neutre. En revanche, n'aurait-on pu tenter d'expliquer davantage l'attitude ambiguë du Kremlin à l'égard de l'institution ? Il est vrai qu'il se pose ici un problème d'accès aux archives qui rend l'interprétation difficile. Du moins, quelques hypothèses dépassant la seule rhétorique communiste auraient-elles pu être avancées, hypothèses qui sont d'ailleurs suggérées par l'ouvrage lui-même. Par exemple, peut-être est-ce en raison de leur volonté de reprendre la population en main que les autorités hongroises ont accepté ces secours qui, comme cela

a été montré ailleurs et notamment à propos de l'Union soviétique¹, peuvent constituer un bon moyen de rendre à un gouvernement une certaine légitimité, de lui rallier la population et de lui redonner sur celle-ci un plus grand contrôle. Cette hypothèse paraît d'autant plus plausible que les dirigeants soviétiques se trouvaient précisément dans une phase où ils avaient pris conscience de la nécessité de répondre un tant soit peu aux attentes de la société civile et de lui assurer un certain niveau de vie (c'était l'une des ambitions du « nouveau cours », la politique de libéralisation lancée en 1953). Cette idée pourrait expliquer que, après que le CICR eut pu en quelque sorte s'engouffrer dans la brèche à la faveur de la confusion régnant en octobre 1956, les nouvelles autorités ont accepté qu'il poursuive son action.

L'intérêt de cette recherche, qui a pour mérite d'explorer un terrain peu connu et peu familier de l'aide humanitaire, doit être relevé à plus d'un titre. Bien documenté, relaté d'une manière vivante, réinsérant l'action du CICR dans son contexte historique, cet ouvrage rend également compte d'une face habituellement cachée de l'institution : le processus de décision, les diverses suggestions des délégués ou des membres du Comité, les alternatives envisagées, les démarches finalement adoptées, etc. Il est intéressant, par exemple, d'être mis au fait des nombreuses voies, parfois détournées, qui ont été imaginées et quelquefois tentées pour parvenir à pouvoir enfin visiter les détenus. Ainsi, tout en proposant la reconstitution en profondeur d'une action exceptionnelle, cet ouvrage apporte un éclairage plus large sur les activités du CICR et intéressera tous ceux qui souhaitent en savoir plus sur la manière dont il opère.

Simone Delorenzi
Faculté des Sciences sociales et politiques
Université de Lausanne

¹ Lors de la famine de 1921-1922, le gouvernement bolchévique semble avoir pris très vite conscience des intérêts qu'il pouvait trouver à recevoir une assistance occidentale massive qu'il contrôlait étroitement. Voir Jean-Christophe Rufin, *Le piège humanitaire*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1991, pp. 39-41.